

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

M2551I0008
Abattage et/ou élagage d'arbres sur le secteur de la
DTRS : campagne 2025/2026

Date et heure limites de réception des offres :
Jeudi 05 juin 2025 à 12:00

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale Rhône-Saône
2 rue de la quarantaine
69321 LYON CEDEX 05

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation.....	3
1.5 - Nomenclature.....	3
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variantes.....	4
2.4 - Développement durable	4
2.5 – Conflit d'intérêt.....	4
3 - Conditions relatives au contrat	4
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	4
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	5
5.1 - Documents à produire.....	6
5.2 - Visites sur site.....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
6.1 - Transmission électronique	8
6.2 - Transmission sous support papier.....	10
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures.....	10
7.2 - Attribution des marchés.....	10
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	11
8 - Renseignements complémentaires.....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
8.2 - Procédures de recours.....	12

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne les prestations d'abattage et/ou d'élagage d'arbres (campagne 2025/2026) sur les secteurs des UTI Canal du Rhône au Rhin (CRR), Petite Saône (PS), Grande Saône (GS) et du secteur Rhône dans Lyon géré par le Service Fluvial Lyonnais (SFL).

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 6 lots :

Lot(s)	Désignation
01	UTI CRR - Lot Sud Secteur Sud de l'UTI CRR, de la commune St Symphorien (21) à la commune de Besançon (25)
02	UTI CRR - Lot Nord Secteur Nord de l'UTI CRR de la commune d'Allenjoie à la commune de Besançon (25)
03	UTI PS - Lot Gray Secteur de Gray
04	UTI PS - Lot Port/Saône Secteur de Port/Saône
05	UTI GS Secteur de l'UTI GS (de la commune de Parcieux 01 rive gauche PK 24+000 et Anse 69 rive droite PK 32+000 à la commune de St Symphorien/Saône PK 219+000)
06	SFL Rhône dans Lyon

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est, pour tous les lots :

Code principal	Description
77211400-6	Services d'abattage d'arbres
77341000-2	Élagage des arbres

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante pour tous les lots :

Nomenclature	Libellé
14SA	ESPACES VERTS – Maintenance des Espaces verts, y compris élagage, tonte, désherbage, débroussaillage et aménagement paysager (hors faucardage et fauchage des berges et autres abords)

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est

- Soit un prestataire unique
- Soit un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il sera contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur

En effet, compte-tenu des délais très contraints pour la réalisation de ces travaux, cette disposition permet au maître de l'ouvrage d'en sécuriser l'exécution en cas de défaillance d'un des membres du groupement conjoint.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Les candidats déposant une offre s'engagent à faire sienne cette démarche en respectant la réglementation en vigueur, en limitant l'impact des travaux et en prévenant toute pollution.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

En outre, cette consultation comporte un sous-critère de notation environnemental pour les lots 1, 2, 3, 4 et 5.

2.5 – Conflit d'intérêt

Le candidat prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution du futur marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant la consultation doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le candidat doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de chacun des lots est fixée dans le CCAP applicable au lot concerné.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : un AE pour chacun des lots
- Les cahiers des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles :
 - * commun aux lots 1 et 2
 - * commun aux lots 3 et 4
 - * applicable au lot 5
 - * applicable au lot 6
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) :
 - * commun aux lots 1 et 2
 - * commun aux lots 3 et 4
 - * du lot 5
 - * du lot 6
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) : un DQE pour chacun des lots
- Les diagnostics phytosanitaires réalisées pour les prestations des lots 1, 2 et 6 uniquement
- La fiche technique descriptive des arbres pour les prestations des lots 1 et 2 uniquement
- Acte de sous-traitance

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat	Non
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société (ou le membre du groupement éventuel) si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société	Non
En application de l'article L2143-9 du Code de la Commande Publique, le candidat devra préciser s'il est en redressement judiciaire et produire une copie du jugement prononcé, le cas échéant	Non
Pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises	Non
Lettre de candidature DC1	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Le formulaire DC2	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen que le pouvoir adjudicateur jugera approprié.

Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE) – Pièce non contractuelle destinée à l'appréciation du critère prix des offres	Non
Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) accompagné de l'ensemble des éléments de candidature demandés afin d'apprécier la candidature et l'offre dans sa globalité : il sera fourni autant de DC4 que de sous-traitant déclaré au moment de l'offre	Non
Pour les lots 1 et 2 : un mémoire technique qui indique avec précision : - la méthodologie que le candidat se propose d'adopter pour réaliser la prestation - le planning prévisionnel et le phasage de chacun des éléments du planning permettant de garantir la réalisation des prestations dans les conditions de délais imposées par le pouvoir adjudicateur - la liste détaillée des matériels et équipements qui seront utilisés lors de l'exécution de la prestation, accompagnée le cas échéant de fiches techniques - la composition de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation indiquant le nombre de personnels affecté, les compétences et expériences de chacun de ces membres - les dispositions qui seront prises par le candidat pour garantir la protection de la faune locale durant l'exécution des prestations et notamment des chiroptères - la ou les filières de valorisation du bois issu de la prestation	Non
Pour les lots 3, 4 et 5 : un mémoire technique qui indique avec précision : - la méthodologie que le candidat se propose d'adopter pour réaliser la prestation - la description de la méthode et du planning prévisionnel adoptés par le candidat pour les interventions d'urgence. - la liste détaillée des matériels et équipements qui seront utilisés lors de l'exécution de la prestation, accompagnée le cas échéant de fiches techniques - la composition de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation indiquant le nombre de personnels affecté, les compétences et expériences de chacun de ces membres - le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Environnement (SOPAE) proposé par le candidat dans le cadre de la réalisation de la prestation - le Schéma d'Organisation et de la GEstion des Déchets (SOGED)	Non
Pour le lot 6 : un mémoire technique qui indique avec précision : - la méthodologie que le candidat se propose d'adopter pour réaliser la prestation - la liste détaillée des matériels et équipements qui seront utilisés lors de l'exécution de la prestation, accompagnée le cas échéant de fiches techniques - la composition de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation indiquant le nombre de personnels affecté, les compétences et expériences de chacun de ces membres	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Lorsque le sous-traitant est présenté au stade de l'offre par une entreprise individuelle ou un groupement, la signature du DC4 sera exigée avant l'attribution du marché.

5.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire pour les lots 1, 2, 3, 4 et 5 : l'absence de visite ou de tout élément de preuve démontrant la bonne connaissance du site et ses contraintes entraîneront l'élimination de l'offre.

Une visite sur site est facultative pour le lot 6.

Aucune revendication liée à une éventuelle méconnaissance des lieux ne pourra être opposée à l'établissement lors de l'exécution du marché. Il est de surcroît établi que tous les éléments visibles ou identifiables avant l'ouverture du chantier sont réputés connus de l'entreprise et ne pourront motiver une remise en cause des prix après passation du marché.

Le dépôt d'une offre par le candidat implique en effet de sa part une bonne connaissance du site et des installations existantes. Cette connaissance des lieux lui permettra notamment :

- D'évaluer l'ampleur des travaux et le temps nécessaire à leur réalisation
- D'évaluer les contraintes et enjeux du site.

A la suite de la visite, les éventuelles questions seront formulées, par écrit, par les candidats via la plateforme PLACE, elles feront alors l'objet de réponses, envoyées à tous les candidats via la plateforme PLACE pour une pleine égalité de traitement et de mise en concurrence.

Les conditions de visites sont les suivantes :

- Pour les lots 1 et 2, uniquement sur prise de rendez-vous préalable auprès :
 - Du responsable du pôle ingénierie de l'UTI CRR au 0633724479
 - De l'adjoint du responsable du pôle ingénierie de l'UTI CRR au 0676456269

Ou par mail à uti.canaldurhoneaurhin@vnf.fr.

- Pour les lots 3 et 4, uniquement sur prise de rendez-vous préalable auprès :
 - Du responsable du Centre de Maintenance et d'Intervention (CMI) de Gray au 06 62 81 96 33
 - Du responsable du CMI de Port/Saône au 06 86 42 27 41

Ou par mail à uti.petitesaone@vnf.fr

- Pour le lot 5, uniquement sur prise de rendez-vous préalable auprès :
 - Du responsable adjoint du pôle maintenance du linéaire de l'UTI GS au 0680934708
 - Du chef d'équipe maintenance du linéaire au 0627147351
 - Du chef d'équipe maintenance du linéaire au 0699624978

Ou par mail à uti.grandesaine@vnf.fr

- Pour le lot 6, uniquement sur prise de rendez-vous préalable auprès :
 - Du responsable réglementaire et environnement – référent Rhône – au 0632902116
 - Du chef du CMI de Fillon au 0762045676

Ou par mail à sfl@vnf.fr

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée aux adresses suivantes :

- Pour les lots 1 et 2

VNF DTRS
UTI CRR
18, avenue Gaulard
25000 Besançon

- Pour les lots 3 et 4

VNF DTRS
UTI PS
Quai de Vergy
70100 GRAY

- Pour le lot 5

VNF DTRS
UTI Grande Saône
26 Quai des Marans
71000 MACON

- Pour le lot 6

VNF DTRS
Service Fluvial Lyonnais
4, rue Jonas Salk
69007 LYON

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : *.doc / *.xls / *.odt / *.ods / *.pdf / *.dwf / .dwg / *.jpeg

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Pour le nom du fichier, il faut impérativement proscrire tous les caractères accentués (à, â, é, è, ê, ë, î, ï, ô, ö, ù, û, ü, ç) ainsi que les caractères spéciaux (, ; : ! ? () / \ [] + = » * % & @ ...) qui peuvent entraîner des erreurs lors du téléchargement de l'offre sur le site PLACE.

Cette règle permet d'éviter des problèmes d'affichage voire d'accès aux documents. En effet, il se peut que d'un système d'exploitation à un autre (Windows vers Mac par exemple), le fichier ne soit pas reconnu.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Attention, seule la réponse électronique est acceptée, les plis « papier » seront refusés et seront retournés à l'expéditeur. La signature électronique n'est pas obligatoire pour répondre



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

En application des articles R2144.3 et R216164 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Dans ce cas, seule la candidature des candidats classés n°1, puis n°2 et enfin n°3 à l'issue de l'analyse des offres sera examinée.

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots n°01, 02

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	40.0
2.1-Pertinence et adéquation : - de la méthodologie proposée par le candidat- du phasage et de l'organisation de la prestation au regard du planning de réalisation imposé par le pouvoir adjudicateur- du dimensionnement et de la composition de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation- des matériels et équipements utilisés dans le cadre de la réalisation de la prestation	20.0
2.2-Qualité et pertinence des mesures environnementales (protection de la faune et valorisation des déchets "bois")	20.0

Pour les lots n°03, 04, 05

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Valeur technique	40.0
2.1-Pertinence et adéquation : - de la méthodologie, du phasage et de l'organisation de la prestation pour une intervention "type" et pour une intervention urgente- du dimensionnement et de la composition de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation- des matériels et équipements utilisés dans le cadre de la réalisation de la prestation	30.0
2.2-Qualité et pertinence - des mesures environnementales au regard du SOPAE - de la gestion des déchets au regard du SOGED	10.0

Pour le lot n°06

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	70.0
2-Valeur technique	30.0
2.1-Pertinence et adéquation de la méthodologie, du phasage et de l'organisation proposée par le candidat	15.0
2.2-Pertinence et adéquation : - du dimensionnement et de la composition de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation- des matériels et équipements utilisés dans le cadre de la réalisation de la prestation	15.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La pondération de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) * Base de notation

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

La note technique est établie exclusivement sur la base des pièces fournies par le candidat dans son offre et des compléments et/ou régularisations effectuées par le candidat à la demande du pouvoir adjudicateur.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 LYON CEDEX 03

Tél : 04 87 63 50 00
Télécopie : 04 87 63 52 50
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Lyon
Palais Juridictions Administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON CEDEX 03

Tél : 04 87 63 50 00
Télécopie : 04 87 63 52 50
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr